



*La solidarité internationale: un engagement citoyen essentiel
contre les injustices et pour la paix dans le monde*

**Rapport d'activités 2010-2011
Perspectives 2011-2012**

**Solidarité
Laurentides
Amérique
centrale**



TABLE DES MATIÈRES

Mot du président	p. 4
<u>1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE</u>	
<u>1.1 Les IQSI dans les Laurentides</u>	
- Objectif de l'an dernier	p. 5
- Bilan 2010	p. 5-6
- Perspectives 2011	p. 6
<u>1.2 Les activités de stage de solidarité internationale</u>	
- Objectifs de l'an dernier	p. 7
- Bilan 2010-2011	
1.2.1 Témoignages de solidarité des stagiaires revenant de Laguna Larga	p. 7-8
1.2.2 Organisation des stages à Chicoj Raxquix et sur le commerce équitable	p. 8-9
1.2.3 Le développement de la solidarité internationale dans les Laurentides	p. 9
1.2.4 Éléments d'analyse des activités de cette année	p. 9-10
- Perspectives 2011-2012	p. 10
<u>1.3 Le Comité d'appui aux luttes</u>	
- Objectifs de l'an dernier	p. 11
- Bilan 2010-2011	
1.3.1 Éducation et mobilisation sur les dommages de l'industrie minière canadienne au Sud et la nécessité d'une loi plus contraignante	p. 11-12
1.3.2 Éducation et mobilisation sur la politique militariste canadienne	p. 13
1.3.3 Lutttes appuyées par le comité au nom de SLAM en 2010-2011	p. 14-15
1.3.4 Le recrutement de nouveaux membres	p. 15
- Perspectives 2011-2012	p. 15
<u>1.4 La promotion du commerce équitable</u>	
- Objectifs de l'an dernier	p. 16
- Bilan 2010-2011	
1.4.1 Les comités	p. 16
1.4.2 Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) centre et sud	p. 16
1.4.3 Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL)	p. 16
1.4.4 Activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable réalisées en 2010-2011	p. 17
- Perspectives 2011-2012	p. 17

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

- Objectifs de l'an dernier	p. 18
- Bilan 2010-2011	
2.1 Gestion du projet « Sur la route de Naranjo »	p. 18
2.2 Refus de l'ACDI du nouveau projet avec notre partenaire ADEPAC intitulé « Santé et empowerment – La Libertad »	p. 18-19
2.3 Nouveau projet et nouveau partenaire financier	p. 19-20
2.4 La levée de fonds pour le financement des projets de coopération	p. 20-21
2.5 Travail du comité « projet de coopération » durant l'année	p. 21
- Perspectives 2011-2012	p. 21

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

- Objectifs de l'an dernier	p. 22
- Bilan 2010-2011	
3.1 Personnel de SLAM	p. 23
3.2 « Membership » et militants / militantes	p. 23
3.3 Conseil d'administration	p. 24
3.4 Comités	p. 24
3.5 Communications	p. 24-25
3.6 Partenaires	p. 25
- Perspectives 2011-2012	p. 25

Annexe 1 Pétition adressée aux députées fédérales Mme Johanne Deschamps et Mme Monique Guay	p. 26
---	-------

Annexe 2 Lettre ouverte à tous les candidats et candidates des Laurentides aux prochaines élections (avril 2011)	p. 27
--	-------

MOT DU PRÉSIDENT

Des enjeux aussi importants que la politique de va-t'en-guerre du gouvernement Harper, que le non-respect des grandes conventions internationales en matière de droits humains et environnementaux, que la pratique de la censure et du secret, ou que l'appui inconditionnel à l'industrie extractive canadienne au Sud, etc..., tous des enjeux liés à la politique extérieure canadienne, auront encore une fois été occultés lors de la dernière campagne électorale.

Pourtant, les médias auraient pu donner davantage de visibilité aux trois campagnes qui se menaient à ce moment au Québec, soient celle du collectif Échec à la guerre contre le virage militariste du gouvernement canadien¹, celle de la Coalition « Pas de démocratie sans voix » (pancanadienne) sur la dérive anti-démocratique de plusieurs pratiques de nos dirigeants² et celle de l'AQOCI, «Partenaires solidaires» visant le rétablissement d'un véritable partenariat entre les organismes de coopération comme le nôtre et l'ACDI.

D'ailleurs, c'est du contenu de ces campagnes que SLAM s'est inspiré pour produire une lettre ouverte (cosignée par dix organismes de la région) adressée à tous les candidat-e-s des Laurentides aux dernières élections avec copie à tous les médias (Voir annexe 2).

Quand on dresse le portrait des changements négatifs qui ont été apportés depuis cinq ans à la politique extérieure du Canada par ce gouvernement, de surcroît minoritaire, on a toutes les raisons de craindre pour les quatre prochaines an-

nées, maintenant qu'il est majoritaire. Ce dernier cherchera manifestement à faire usage de la force plutôt que de la diplomatie dans les conflits internationaux. Des avions de chasse plutôt que des missions de paix; c'est en tout cas plus avantageux pour le puissant complexe militaro-industriel nord-américain et pour la politique extérieure étatsunienne.

Et quant à la répartition de l'aide canadienne aux pays en développement, il privilégiera d'abord les retombées économiques comme ce fut le cas récemment avec l'abandon de l'aide à certains pays africains, pourtant dans le besoin, pour en consentir à d'autres qui, comme la Colombie et le Pérou, accueillent à bras ouverts nos entreprises (ex. mines) et signent des accords de libre-échange. Certains analystes politiques n'hésitent plus à parler de pratiques néocoloniales.

Mais que peut-on espérer? L'opposition parlementaire, avec un NPD affaibli par la perte de son leader, ne suffira pas à infléchir la politique extérieure de ce gouvernement conservateur malgré les efforts considérables qu'elle déploiera. Alors, plus que jamais, les citoyens québécois et canadiens et leurs organisations devront se mobiliser pour opposer aux valeurs de ce gouvernement celles de la paix, de la justice sociale et de la démocratie. Plus que jamais, **«c'est le temps d'agir»** comme le dit le slogan des prochaines Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) qui se tiendront à travers le Québec au début novembre sous le thème de l'engagement citoyen.

Marcel Gosselin

¹ Avec la Déclaration pour mettre fin à la logique de guerre et de domination et la manifestation contre la guerre en Afghanistan et l'intervention en Lybie.

² Regroupant des organismes comme la Ligue des droits et libertés, la Fédération des femmes du Québec, etc...qui dénonçaient les pratiques anti-démocratiques du gouvernement Harper.

1. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) dans les Laurentides

Objectif de l'an dernier

Coordonner l'organisation et la tenue des JQSI-Laurentides du 3 au 13 novembre 2010 sous le thème « *Revoyons le développement* ».

Bilan 2010

La 14^e édition des JQSI s'est déroulée du 3 au 13 novembre 2010 sous le thème « *Revoyons le développement* ». Pour une neuvième année consécutive, SLAM a organisé l'événement dans les Laurentides avec succès si on se fie au nombre d'individus rejoints (plus de 1,200) qui ont souvent posé des gestes en conséquence, et cela, dans cinq MRC différentes, ainsi qu'à la diversité des activités présentées (film, conférence, foire, mobilisation éclair...).

Les JQSI n'auraient pas la même ampleur sans la collaboration de nos inestimables partenaires. En 2010, le comité organisateur était composé des sept organismes régionaux suivants:

- **Développement et Paix** (diocèse de Saint-Jérôme): mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale;
- **Forum jeunesse Laurentides (FJL)**: mobilisation et participation aux rencontres;
- **Le Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)**: mobilisation et sensibilisation des organismes communautaires;



- **les Services socioculturels du Cégep de Saint-Jérôme**: organisation de la foire de la solidarité internationale et de la mobilisation éclair;
- **la Société d'Aide au Développement des Collectivités (SADC) Laurentides**: mobilisation et participation aux rencontres ;
- **Amnistie internationale** (secteur Saint-Jérôme): mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale;
- **Le Café de rue SOS, Maison de jeunes de Saint-Jérôme**: mobilisation et participation aux rencontres et à la mobilisation éclair.

D'autres organismes et institutions ont aussi collaboré à la tenue des JQSI:

- **Ciné-Groulx** de Ste-Thérèse: projection du film « Le porteur d'eau »;
- **le Théâtre du Marais** de Val Morin: projection du film « Le bien commun: l'assaut final »;
- **les bibliothèques** (Val-David, Saint-Eustache et Sainte-Thérèse): conférence des participant-e-s au stage de solidarité internationale 2010 de SLAM au Guatemala.

C'est le chanteur-auteur-compositeur Ian Kelly qui a accepté d'être l'ambassadeur des JQSI 2010 pour les Laurentides. Nous avons bénéficié d'une bonne couverture de presse grâce à la disponibilité de notre porte-parole lors de la conférence de presse.

Le nombre de personnes rejointes directement dans le cadre des activités offertes est estimé à mille deux cent vingt-trois (1,223) personnes alors qu'environ quatre cent neuf mille cinq cent (409,500) ont été rejointes indirectement par l'entremise des médias. Finalement, en ce qui a trait à l'action citoyenne, une mobilisation éclair a été

organisée et les gens étaient invités à poser cinq **gestes de solidarité** :

- 1) *Signer la carte d'Amnistie internationale « Exigeons la dignité »;*
- 2) *Signer la carte de Développement et Paix « L'eau pour tous »;*
- 3) *Signer la pétition de SLAM en faveur d'une législation plus contraignante de l'industrie extractive canadienne à l'étranger;*
- 4) *Faire des achats responsables (biologiques, équitables ou locaux);*
- 5) *Assister à au moins une activité parmi la programmation des JQSI dans les Laurentides.*

Tableau des activités lors des JQSI 2010 dans les Laurentides ainsi que le lieu et le nombre approximatif de personnes y ayant participé.

DATE	LIEU	ACTIVITÉ	NOMBRE DE PERSONNES
4 et 5-11-10	Ste-Thérèse	Projection du film « Le porteur d'eau » en présence du réalisateur <i>Pascal Gélinas</i>	970
4-11-10	Val-Morin	Projection du film « Le bien commun : l'assaut final » en présence de la réalisatrice <i>Carole Poliquin</i>	18
9-11-10	St-Jérôme	Foire de la solidarité internationale au Cégep de St-Jérôme	60
9-11-10	St-Jérôme	Mobilisation éclair « Repensons le développement »	40
9-11-10	St-Jérôme	Conférence avec <i>Louis Favreau</i> « Les nouveaux habits de la solidarité internationale »	50
9-11-10	Ste-Thérèse	Conférence des participant-e-s au stage de solidarité au Guatemala	60
16-11-10	St-Eustache	Conférence des participant-e-s au stage de solidarité au Guatemala	25

Perspectives 2011

1) Coordonner l'organisation des JQSI-Laurentides du 2 au 12 novembre 2011 sous le thème de l'engagement citoyen et le slogan « Le temps d'agir ».

1.2 Les activités de stages de solidarité internationale

Objectifs de l'an dernier

- 1) Assurer le suivi des témoignages de solidarité avec les stagiaires de Laguna Larga.
- 2) Organiser un ou des stages de solidarité en 2011 selon les possibilités de recrutement et les ressources pour les encadrer.
- 3) Continuer d'approfondir comment susciter la solidarité avec les populations du Sud.

Bilan 2010-2011

1.2.1 - Témoignages de solidarité des stagiaires revenant de Laguna Larga

Le stage dans la communauté de Laguna Larga au Petén, Guatemala, s'est déroulé du 2 au 22 juillet 2010. Y participaient sept personnes dont quatre femmes et trois hommes. Monique Lapierre et Diane Thériault étaient les accompagnatrices. Comme d'habitude, le stage comprenait deux volets principaux : prise de contact et connaissance de la culture guatémaltèque en général à Quetzaltenango et immersion dans une communauté paysanne appauvrie, Laguna Larga au Petén.

Soulignons que c'est la première fois que des stagiaires organisaient une levée de fonds pour financer le stage.

Le travail volontaire a consisté à mobiliser la communauté afin d'effectuer une opération de nettoyage autour de la laguna. Les stagiaires y ont laissé 2,800\$ pour un petit projet de développement devant servir à l'ensemble de la communauté.

Sans la partie des témoignages de solidarité au retour, l'objectif de promouvoir la solidarité internationale ne serait pas complètement atteint. C'est pourquoi beaucoup d'énergies sont consacrées à cet aspect. Comme nous valorisons le contact direct avec le public des Laurentides, le moyen des conférences est privilégié et la collaboration avec les bibliothèques du territoire est devenue une coutume.

Témoignages de solidarité internationale

Conférences	Qui	Personnes rejointes
Bibliothèque de Sainte-Thérèse	Tous et toutes	60
Bibliothèque de Saint-Eustache	Tous et toutes	30
Étudiants CÉGEP (politique internationale)	Deux stagiaires	22
Bibliothèque de Val-David	Deux stagiaires	12
Ici par les Arts	Tous et toutes	18
Total de présences		152
Médias		
Bulletin spécial SLAM	Tous et toutes	200
Entrevue radio CIME-FM	Diane et Daniel	
Nord-Info Basses-Laurentides	Sophie-Isabelle	
Écho de Saint-Eustache	Sophie-Isabelle	

Les stagiaires ont participé à la production d'une vidéo pour illustrer leur présentation et les différents centres d'intérêt choisis par chacun. En plus de servir pour les présentations publiques, la vidéo a été installée sur le site de l'AQOCI intitulé « Vitrine de l'Amérique latine » ainsi que sur Facebook et Twitter.

Soulignons que le séjour dans la communauté Laguna Larga a été grandement apprécié. Nous devons ici remercier particulièrement notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, qui avait très bien préparé notre séjour autant pour le contenu que pour la logistique et évidemment, les responsables de la communauté Laguna Larga.

1.2.2 - Organisation des stages à Chicoj Raxquix et sur le commerce équitable

Cette année, le comité « stages » a proposé d'organiser deux stages de solidarité : un régulier et un thématique sur le commerce équitable.

Le stage sur le commerce équitable s'est tenu du 17 juin au 7 juillet et comprenait six personnes dont trois membres du conseil d'administration. Ce stage, quoique décidé avant la réunion du C.A. élargi de février 2011, fut grandement influencé par les réflexions de cette rencontre et des discussions au comité «commerce équitable». Lise et Yves Nantel agissaient à titre d'accompagnateurs du groupe.

Le stage a consisté en deux volets principaux : d'abord, une immersion dans la société guatémaltèque avec préoccupation particulière sur le commerce équitable. Cette partie s'est déroulée à Quetzaltenango.

Puis, les stagiaires ont visité et analysé deux expériences différentes de commerce équitable : une communauté, Nueva Alianza, qui a entrepris de se prendre en mains par le développement de projets productifs dont le café équitable, la noix de macadam, l'embouteillage d'eau potable, le tourisme équitable, etc. et, une organisation, le Comite Campesino del Altiplano (CCDA), qui regroupe plusieurs

communautés de petits producteurs dans onze départements du Guatemala dont des producteurs de café équitable mais aussi de cressons, de bananes, etc. CCDA est en voie de construire des infrastructures d'accueil pour du tourisme équitable sur une montagne surplombant le très beau *Lago de Atitlán*.

Il n'est pas inutile de souligner le contact établi avec Café Conciencia dont le responsable est Omar Mejia et qui a été très utile lors de la visite à Nueva Alianza. » Aujourd'hui, on peut compter sur un nouveau partenaire guatémaltèque.

Le mandat des stagiaires était :

- 1) de prendre connaissance directement des expériences de commerce équitable afin de « rafraîchir le discours » de SLAM sur le commerce équitable après plus de dix ans de promotion dans la région et
- 2) d'explorer les problèmes reliés à la certification équitable dont nous entendons parler ici, et ce, à partir du vécu sur le terrain.

Ces deux mandats ont été abordés dans l'analyse des deux types d'expériences : reste à structurer les interventions grand public pour continuer la promotion du commerce équitable et à organiser la réflexion avec les membres de SLAM en continuité avec le C.A. élargi de février dernier.

Le stage régulier à Chicoj Raxquix s'est déroulé du 1^{er} juillet au 20 juillet 2011 et comprenait cinq personnes, cinq filles. Nathalie Filion était la seule accompagnatrice suite au décès de la regrettée Françoise Lemay qui devait agir comme co-accompagnatrice.

L'immersion dans la société guatémaltèque se faisait à Quetzaltenango par des cours de langue espagnole, la vie dans des familles et des conférences tout au long de la semaine. Puis le séjour pour des contacts plus intenses et reliés aux centres d'intérêt choisis se faisait dans une communauté maya de l'ethnie q'eqchi' de la région de l'Alta Verapaz près de Coban.

Le séjour dans la communauté Chicoj Raxquix fut particulièrement intense et apprécié. Encore une fois, très bien organisé par notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, les stagiaires ont reçu un accueil exceptionnel et ont pu discuter très librement avec les leaders et les membres de la communauté malgré la barrière de la langue (certains membres, surtout les femmes, ne parlaient que la langue q'eqchi'). La communauté lutte pour l'obtention de l'eau potable depuis nombre d'années : elle en est toujours à récolter l'eau de pluie ou à aller chercher l'eau à de grandes distances lors des périodes sèches.

Les stagiaires ont apporté un montant de 2,400\$ et déjà la communauté a prévu l'affecter à la construction d'une petite clinique de santé particulièrement dédiée aux soins des enfants.

Reste maintenant à organiser les témoignages de solidarité. La première intervention aura lieu à la Bibliothèque de Saint-Jérôme, le 11 octobre prochain.

1.2.3 - Le développement de la solidarité internationale dans les Laurentides

Cette préoccupation demeure en filigrane de toute l'action entourant les stages mais la difficulté réside dans le fait de mesurer son efficacité quant aux répercussions sur le public des Laurentides.

Concernant les stagiaires, la sensibilisation peut difficilement être plus grande et on le voit dans l'engouement lors des stages et dans les énergies qu'ils et elles déploient au retour dans l'organisation des témoignages. Par contre, le taux de rétention pour une action plus structurée pourrait sûrement être amélioré et cela ne concerne pas seulement le comité « stages » mais SLAM dans son ensemble.

Une pratique qui va dans le sens de maintenir cette solidarité, cette fois, pour le comité de responsables, est sûrement la pratique régulière lors de nos réunions de comité de mettre

à l'ordre du jour un point « conjoncture au Guatemala » qui maintient l'intérêt global sur les problèmes du pays et sur les expériences de développement et non seulement sur l'organisation des stages.

1.2.4 - Éléments d'analyse des activités de cette année.

Le suivi du stage à Laguna Larga par les témoignages de solidarité a, encore une fois, été d'une qualité exceptionnelle et a mobilisé et intéressé un public nombreux.

Cela devient une marque de commerce de SLAM à ce niveau. Que des gens acceptent de se déplacer pour nous entendre démontre un intérêt évident pour la chose internationale et nous permet de faire la sensibilisation aux problèmes de mal-développement au Guatemala.

Le comité a dû se dépasser cette année avec son programme ambitieux de deux stages de solidarité. D'une part, la promotion pour le stage régulier fut encore plus intensive que par les années passées en pénétrant de nouveaux milieux et la perte d'une membre, autant pour le comité que pour l'accompagnement du stage, a obligé à concentrer des responsabilités en moins de personnes. D'autre part, le nombre plus élevé que prévu de candidatures pour le stage sur le commerce équitable, a obligé le comité à accepter de diviser le groupe en deux et d'organiser deux stages dont celui réalisé cet été et celui planifié en janvier 2012.

À partir d'une première évaluation, les deux stages ont été une réussite si on les mesure au degré de satisfaction des stagiaires. Par contre, encore cette année, le recrutement de stagiaires pour le stage régulier a posé problème. Grâce au déploiement de moyens importants de promotion des stages, plusieurs personnes se sont montrées intéressées et ont assisté aux assemblées d'information mais peu ont décidé de participer.

Sur ce dernier aspect, une première analyse nous indique deux éléments en plus des problèmes de concordance de dates, de durée du stage et d'autres aspects circonstanciels :

1) le fait de solliciter largement nous amène des personnes qui s'imaginent aller faire du travail humanitaire (du travail volontaire dans un orphelinat, par exemple) et lorsqu'elles réalisent que le stage sera davantage axé sur la compréhension des réalités et des problèmes et qu'il y aura des témoignages à faire au retour, elles déclinent l'invitation.

2) le fait d'organiser les stages dans des communautés éloignées où les conditions d'hébergement et de vie sont difficiles amènent des candidats à nous affirmer : « c'est très intéressant ce que vous faites mais je ne suis pas prêt-e à vivre ces conditions ».

Grâce aux succès atteints et malgré les difficultés rencontrées, les stages demeurent un moyen privilégié pour SLAM d'atteindre son objectif global de développer la solidarité internationale. Il permet l'implication de nouvelles personnes dans ce processus (les stagiaires) et la sensibilisation plus large de plusieurs centaines de personnes.

Le comité « stages de solidarité internationale » était composé de Marie-Claude Coupal, Nathalie Fillion, Françoise Lemay (décédée en mai), Lise Nantel, Sylvie Roch (qui nous a laissés depuis) et Diane Thériault sous la coordination d'Yves Nantel. Il s'est rencontré à onze reprises au cours de l'année, sans compter l'assistance aux trois rencontres d'information et aux trois journées de formation.

Un travail et une disponibilité colossaux.

Merci à chacun et chacune!

Perspectives 2011-2012

- 1) Assurer le suivi des deux stages de solidarité internationale tenus en juin et juillet 2011, autant les témoignages de solidarité pour le public des Laurentides (des deux stages) que la réflexion sur le commerce équitable à l'intérieur de SLAM.**
- 2) Organiser deux nouveaux stages de solidarité en 2012 : un ayant comme thème « le commerce équitable » et un stage régulier d'immersion dans la société guatémaltèque et ce, selon les ressources pour assurer les conditions de réalisation.**
- 3) Continuer la réflexion sur la question du recrutement des stagiaires afin de rejoindre davantage de personnes tout en ne négligeant pas nos objectifs de solidarité internationale.**
- 4) Recruter de nouvelles personnes pour le comité.**

1.3 Le comité d'appui aux luttes

Objectifs de l'an dernier

- 1) Poursuivre notre travail d'éducation et d'engagement du public sur « les ravages de minières canadiennes au Sud (l'exemple du Guatemala) et le besoin d'une législation plus contraignante » en lien avec les réseaux québécois et canadien. Plus particulièrement, rejoindre, de septembre 2010 à juin 2011, environ 500 personnes dans dix présentations tenues dans au moins trois MRC de la région et recueillir autant de signatures à notre pétition en faveur du projet de loi C-300 (évidemment, selon le moment où il sera voté).
- 2) Poursuivre notre travail d'éducation et de mobilisation contre le virage militariste de la politique extérieure canadienne. Nous comptons signer et faire signer la Déclaration contre la logique de guerre et de domination ainsi que mobiliser des gens des Laurentides à participer au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme en novembre 2010.
- 3) Poursuivre pendant toute l'année nos appuis à des luttes qui nous semblent prioritaires.
- 4) Recruter de nouveaux membres.

Bilan 2010-2011

De façon générale, nous pouvons affirmer que le comité a atteint tous ses objectifs comme vous pourrez le constater à la lecture du présent bilan.

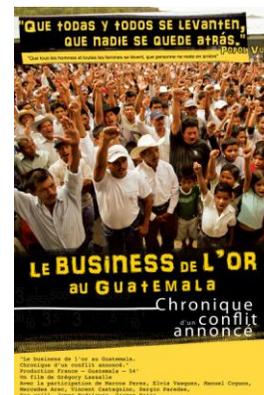
1.3.1 Éducation et mobilisation sur les dommages de l'industrie minière canadienne au Sud et la nécessité d'une loi plus contraignante¹.

a) Neuf présentations dans six villes de quatre MRC

Durant cette année 2010-2011, nous avons fait neuf présentations sur les dix prévues, rejoignant environ 400 personnes, à Sainte-Thérèse, Saint-Eustache, Saint-Jérôme (deux fois), Sainte-Agathe (deux fois), Val David et Prévost. Nous avons été couverts par quatre médias de la région. La majorité de ces présentations ont été faites à partir du documen-

taire *Le business de l'or au Guatemala*, portant sur la lutte de résistance menée contre la minière canadienne Goldcorp par la communauté de San Miguel Ixtahuacan que SLAM appuie modestement depuis quelques années.

Les autres ont été faites à partir de soirées-témoignages des stagiaires de l'été 2010 au Guatemala.



¹ La réalisation de ces activités a été facilitée par le financement du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) de l'AQOCI pour une deuxième année consécutive.

b) Pétition pour le projet de loi C-300 signée par 500 personnes

Ce travail de conscientisation sur les rapports Nord-Sud s'est accompagné d'une mobilisation en faveur du projet de loi C-300 visant à obliger l'industrie extractive canadienne à respecter les droits humains et environnementaux des communautés des pays en développement où elle prolifère maintenant. Nous avons pu recueillir environ 500 signatures à deux versions d'une pétition de SLAM et poursuivre notre travail de représentation politique auprès de deux députées fédérales de la région.

Rappelons brièvement que l'annonce, à la fin de l'été 2010, que le projet de loi C-300 serait voté dès le mois d'octobre nous a obligés à revoir notre plan de travail. Nous avons d'abord fait un appel urgent à nos partenaires régionaux sur l'importance de signer notre pétition (d'autres semblables circulaient à travers le Canada), en faisant les liens avec les nouvelles préoccupations des Québécois face aux gaz de schiste. Ce fut un succès. Plusieurs organismes l'ont fait signer par leurs membres et SLAM l'a mise en ligne sur son site. En quelques semaines, près de 250 signatures ont été recueillies.

c) Représentation auprès de deux députées de la région

Les pétitions signées ont été acheminées aux députées Johanne Deschamps et Monique Guay quelques jours avant la date du vote, le 27 octobre (s'ajoutant aux 350 recueillies l'année précédente et qu'on avait remis, en délégation, à Mme Deschamps qui siégeait, pour le Bloc québécois, sur le comité permanent des affaires extérieures et du développement international chargé d'étudier ledit projet).

Malheureusement C-300 a été battu, et par six voix seulement. Ce fut un échec cuisant pour les individus et organismes impliqués et pour l'ensemble des forces progressistes ca-

nadiennes qui voulaient revoir le cadre juridique désuet (ex. la loi des mines remonte au 19^e siècle) qui favorise l'industrie extractive canadienne. D'ailleurs, cette dernière, qu'on sait très riche et puissante, a exercé un lobby intensif dans les semaines précédant le vote. Résultat : au moment du vote, on a remarqué des absences de députés provenant des trois partis d'opposition, dont le chef des Libéraux, pourtant tous officiellement en faveur du projet.

d) Reprise du travail après la défaite de C-300

Malgré la déception, et à l'instar des réseaux canadien et québécois et autres organismes qui interviennent dans ce dossier, notre comité a décidé de poursuivre ses présentations prévues, tout en cherchant d'autres publics. Nous avons fait une nouvelle version de la pétition qui rappelle l'essentiel des principes que nous revendiquons depuis plusieurs années. Depuis novembre dernier, on a recueilli environ 250 autres signatures, lesquelles seront remises à nos deux nouveaux députés NPD de Laurentides-Labelle et de Rivière-du-Nord. (Pétition en annexe).

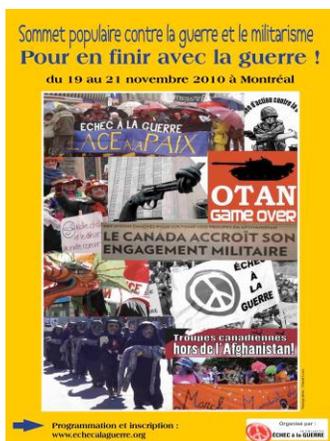
Disons en terminant que SLAM a aussi fourni une aide matérielle à la 2^e édition du colloque *Plan Nord, plans Sud: mêmes menaces* tenu à Montréal en mars 2011. Seulement deux de nos membres ont participé à cette importante rencontre de représentant-e-s de communautés de divers pays des Amériques aux prises avec les transnationales extractives. Enfin, au nom de SLAM, nous avons répondu à plusieurs demandes d'appui à la communauté de San Miguel Ixtahuacan, Guatemala. (Voir plus loin dans le tableau des actions que nous avons appuyées).

1.3.2 Éducation et mobilisation sur la politique militariste canadienne

a) Déclaration et Sommet populaire contre le militarisme

SLAM a aussi poursuivi sa modeste collaboration avec le Collectif Échec à la guerre. Comme 67 autres organismes, il a signé la Déclaration «*Pour en finir avec la logique de guerre et de domination*».

En revanche, nous n'avons pas réussi à faire signer d'autres organismes des Laurentides. Nous n'avons pas non plus réussi à amener des gens de la région à participer à Montréal au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme qui se tenait du 19 au 21 novembre 2010. Ce sommet a réuni plus de 200 personnes dont trois membres de SLAM.



b) Représentation auprès de la députée Johanne Deschamps

En décembre, à l'appel du collectif, et pour faire suite à ce Sommet, nous avons fait des représentations auprès de la députée de Laurentides-Labelle, responsable adjointe pour le Bloc québécois des questions internationales. Nous avons questionné les positions de son parti concernant deux importants avis de motion, l'un sur l'achat des F-35 et l'autre sur un blâme adressé au gouvernement conservateur pour n'avoir pas respecté sa promesse de retirer les

troupes d'Afghanistan en 2011. En gros, nous lui demandions pourquoi le BQ ne critiquait pas en tout premier lieu le virage militariste de la politique extérieure canadienne (auquel d'ailleurs ne souscrit pas la majorité des canadiens et des québécois) plutôt que se limiter à un calcul mesquin des parts de contrats qui reviendraient au Québec. Entretien téléphonique cordial mais jamais de réponse écrite comme nous le demandions.

c) Lettre ouverte de SLAM aux candidat-e-s aux élections, cosignée par dix organismes

Au début d'avril, nous décidions de porter à l'attention du public de la région quelques-uns des graves enjeux de la politique étrangère canadienne. Nous avons alors conçu une lettre ouverte adressée à tous les candidat-e-s et à tous les médias régionaux reprenant différentes questions (huit au total) inspirées des trois campagnes qui se menaient alors au Québec : celle du collectif *Échec à la guerre*, celle de la Coalition *Pas de démocratie sans voix*, et enfin, celle de l'AQOCI, *Partenaires solidaires* (Voir page 3).

Nous sommes particulièrement fiers des résultats obtenus. En effet, dix organismes de la région ont accepté de cosigner cette lettre de SLAM, dont le ROCL, la CSN, la FTQ et Développement et Paix des Laurentides. Quatre candidat-e-s y auront répondu et deux journaux, de St-Jérôme et de Saint-Eustache, auront publié la lettre ouverte (Voir en annexe).

Enfin, c'est aussi en avril que SLAM publiait son bulletin du printemps 2011, avec un éditorial intitulé *Sous Harper, le Canada s'est déshonoré dans ses engagements internationaux : c'est assez!* et l'article *Printemps arabe – questions à la solidarité internationale*, écrits par deux membres de notre comité.

1.3.3 Luittes appuyées par le comité au nom de SLAM en 2010-2011

Dates	Demandes
27 juillet 2010	De Rights Action : lettre au président du Guatemala sur le cas d'une tentative de meurtre contre une opposante de San Miguel à la mine Marlin (Golcorp).
13 septembre 2010	De SLAM : appel urgent aux organismes partenaires des Laurentides pour signer la nouvelle version de notre pétition pour C-300.
24 septembre 2010	Du député Amir Khadir : signature d'une pétition contre l'exploration et l'exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent.
13 octobre 2010	De NISGUA (réseau étatsunien de solidarité avec le Guatemala) : campagne de signatures d'une lettre au président du Guatemala demandant l'exécution immédiate des mesures préventives MC-260-07 ordonnées le 20 mai 2010 par la Commission interaméricaine des droits humains (fermeture de la mine Marlin).
10 décembre 2010	Du Collectif Échec à la guerre (suites au Sommet populaire) : lettre aux députées Deschamps et Guay du BQ concernant deux motions à la Chambre des communes sur l'achat des F-35 et la poursuite de la présence militaire en Afghanistan jusqu'en 2014.
janvier 2011	De l'AQOCI : participation à la campagne pour l'éducation du public à la solidarité internationale. Rédaction de deux types de projets d'éducation : les stages annuels au Guatemala et l'intervention sur le dossier des minières canadiennes au Sud.
14 février 2011	De SLAM et du Collectif Échec à la guerre : lettre de rappel à la députée Deschamps, responsable des questions internationales pour le BQ, pour avoir une réponse écrite à nos critiques de décembre.
2 mars 2011	De Rights action : lettre à l'ambassadrice du Canada au Guatemala, Mme Leann Mckechie, avec c/c aux autorités canadiennes et à celles de Goldcorp pour dénoncer les assauts physiques dont ont été victimes quelques-uns des leaders de San Miguel opposés à la mine Marlin et demander leur protection. Une réponse nous est venue de Goldcorp.
3 mars 2011	De RCRCE (réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises) : signature pour la proposition d'un plaidoyer, suite à la défaite de C-300 (qui va dans le même sens que notre pétition) en vue d'une éventuelle campagne électorale fédérale.
31 mars 2011	De SLAM : nouvelle lettre à l'ambassadrice canadienne au Guatemala, pour avoir une réponse à notre première lettre et lui rappeler la résolution de la CIDH pour la fermeture temporaire de la mine Marlin.
Avril 2011	De SLAM : lettre ouverte (cosignée par dix organismes) aux candidats-e-s aux élections leur demandant de se prononcer sur des enjeux de politique étrangère avec copie aux médias de la région.

9 avril 2011	<i>D'Échec à la guerre</i> : participation de deux de nos membres à la manifestation <i>Sons et noirceur de la guerre</i> à Montréal pour dire non à la guerre d'occupation de l'OTAN en Afghanistan et non aux bombardements contre la Lybie.
Mai 2011	<i>Du mouvement de solidarité pour la Palestine</i> : appui financier symbolique au bateau pour Gaza.

1.3.4 Le recrutement de nouveaux membres

Deux nouveaux membres, Jean-Pierre Joly (ce dernier nous a toutefois laissés en cours d'année) et Miguel Degiovanni, se sont ajoutés à l'équipe formée d'*Alain Bel-*

lemare, Marcel Gosselin, Marcel Lachaine, Benoit Larocque, Michel Poirier et Françoise Lemay (que nous avons eu la peine de perdre le 25 mai dernier).

Cinq réunions ont eu lieu pendant l'année.

Perspectives 2011-2012

1) Poursuivre (même si plus modestement) notre travail d'éducation et de mobilisation sur le dossier de l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement, principalement au Guatemala, en faisant les liens avec ce qui se passe au Québec et dans notre propre région :

- faire des représentations auprès de nos 2 nouveaux députés fédéraux, déjà sensibilisés au dossier, sur les suites à donner à C-300.

*- présenter à nouveau le film *Le business de l'or au Guatemala*; quelques présentations sont déjà prévues dans la programmation des JQSI de novembre 2011.*

- poursuivre nos appuis aux communautés, principalement guatémaltèques, qui subissent des violations de leurs droits de certaines compagnies canadiennes.

2) Poursuivre notre travail d'éducation et de mobilisation contre le virage militariste de la politique extérieure canadienne en concertation avec le collectif Échec à la guerre :

- continuer à questionner le bilan (et la poursuite) de l'intervention militaire en Afghanistan ainsi que l'intervention en Lybie,

- poursuivre la réflexion sur le fameux «droit et devoir d'ingérence humanitaire».

3) Poursuivre nos appuis à des luttes ou autres actions urgentes jugées pertinentes.

4) Recruter de nouveaux membres.

1.4 La promotion du commerce équitable

Objectifs de l'an dernier

- 1) Identifier les orientations du comité CE et clarifier la relation entre les comités, les groupes d'achat et le réseau;
- 2) Relancer le Comité planète du Cégep de Saint-Jérôme ainsi que le recrutement de nouvelles et de nouveaux membres au sein des comités;
- 3) Sensibiliser la population des Laurentides au commerce équitable et diffuser l'information s'y rapportant;
- 4) Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides;
- 5) Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2011;
- 6) Offrir de l'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet.

Bilan 2010-2011

1.4.1 Les comités

À la demande du comité CE, un C.A. élargi a eu lieu à l'hiver 2011 afin de réfléchir à de nouvelles orientations pour le comité. Les membres se sont rencontrés à six reprises incluant le C.A. élargi, une rencontre à l'automne et les autres ont eu lieu entre janvier et mai. Le comité a accueilli deux nouveaux membres en cours d'année : Miguel Degiovanni et France Poulin. En plus de la coordonnatrice, le comité est composé de six personnes; deux viennent du secteur sud et quatre viennent du centre.

Grâce au C.A. élargi et à l'arrivée de nouveaux membres ainsi qu'au soutien de la permanence, le comité fut actif et a réalisé des activités de sensibilisation ainsi que tenu des kiosques de dégustation et sensibilisation.



1.4.2 Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) centre et sud

Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) ont continué leurs activités au cours de l'année. Jean-Guy Roy, militant dans le comité CE, a accepté en cours d'année de s'occuper du GAPE centre. Des promotions spéciales furent offertes aux GAPE pour les Fêtes et pour Pâques. La vente de produits est stable pour les deux groupes d'achat bien que le nombre d'acheteurs ait augmenté pour le GAPE centre. Le GAPE sud est celui qui assure le plus de ventes.

1.4.3 Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL)

Le réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL) est constitué d'organismes communautaires, de syndicats et d'entreprises de la région qui représentent treize points de vente actifs. Le constat est le même pour le réseau : nous remarquons un plafonnement des ventes de produits équitables. Afin de dynamiser le réseau, le comité se penchera sur de nouvelles actions dans la prochaine année.

1.4.4 Activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable réalisées en 2010-2011

DATES	ACTIVITÉ	LIEU ET CONTEXTE	NOMBRE DE PERSONNES
Novembre 2010	Kiosque de sensibilisation	Ste-Thérèse, Val-Morin, St-Eustache, St-Jérôme	200
	Atelier de sensibilisation et discussion sur le commerce équitable	École <i>Terre des jeunes</i> , Saint-Eustache, projet de SLAM « Commerce équitable et milieu scolaire des Laurentides »	82
Février 2011	C.A. élargi SLAM et conférence	Réflexion sur le commerce équitable, Sainte-Thérèse	12
Mars 2011	Kiosque de sensibilisation	Ciné-Prévost, projection du film « Business de l'or au Guatemala » et conférence avec SLAM	20
Mai 2011	Exposition thématique CE dans cinq bibliothèques	Quinzaine du commerce équitable (Val-David, Mirabel, Boisbriand, Blainville, Deux-Montagnes)	Environ 2000
	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Quinzaine du commerce équitable, Bibliothèque Val-David	20
	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Quinzaine du commerce équitable, Bibliothèque Deux-Montagnes	15
	Présentation et discussion sur le commerce équitable	Quinzaine du commerce équitable, Le Coffret, St-Jérôme	40
Juin 2011	Kiosque de sensibilisation et dégustation	Journée de l'environnement, Ste-Agathe-des-Monts	Environ 10

Perspectives 2011-2012

- 1) *Rafraîchir les outils et le discours pour nos activités de sensibilisation;*
- 2) *Renforcer les Groupes d'achats (GAPE) et le Réseau du commerce équitable des Laurentides (RCEL);*
- 3) *Promouvoir le recours à des produits équitables pour les campagnes de financement dans les écoles;*
- 4) *Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides par l'introduction des pauses café équitables dans les institutions;*
- 5) *Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2012;*
- 6) *Offrir de l'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet;*
- 7) *Soutenir le FEEPSI 2011-2012 « Quand la solidarité Nord-Sud passe par le commerce équitable ».*

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Objectifs de l'an dernier

- 1) Terminer la gestion du projet « Sur la route de Naranjo » : rapports finaux à produire et liens avec les bailleurs de fonds et le partenaire guatémaltèque.
- 2) Suite à l'acceptation du projet « Santé et empowerment – La Libertad » par le MRI et dans l'éventualité d'une réponse positive de la part de l'ACDI, signer les accords avec le MRI, l'ACDI et le partenaire guatémaltèque ADEPAC et assurer la gestion du projet au Guatemala et dans les Laurentides en ce qui concerne le volet d'éducation du public.
- 3) Continuer à explorer les pistes de financement possibles pour les projets de coopération de SLAM et consolider les acquis réalisés au cours de l'an passé.
- 4) Analyser les possibilités de présentation d'un futur projet de coopération.

Bilan 2010-2011

2.1 Gestion du projet « Sur la route de Naranjo »

Concernant le projet « Sur la route de Naranjo » au Guatemala, les rapports narratifs et financiers finaux furent présentés aux deux bailleurs de fonds impliqués financièrement soit l'ACDI et le MRI (PQDI). Autant l'ACDI que le MRI a accepté favorablement les rapports présentés mettant un point final à ce projet.

2.2 Refus de l'ACDI du nouveau projet avec notre partenaire ADEPAC intitulé « Santé et empowerment-La Libertad »

L'on se rappellera que, dès fin mai 2010, le MRI avait accepté ce projet de 235,200\$ sur deux ans dans la proportion de 25 % et que nous attendions la réponse de l'ACDI. Après de longs délais et cinq fonctionnaires différents pour analyser notre demande, l'ACDI nous a refusé la contribution en janvier 2011. Nous avons tout de suite demandé une révision de la décision, laquelle fut maintenue et nous avons dû abandonner en mai 2011.

Nous croyons toujours que le refus de l'ACDI était totalement injustifié et que nous avons été victime :

- a) du roulement du personnel à l'ACDI,
- b) du changement de programme, passant du FSV au Programme des Partenariats avec les Canadiens (même si l'ACDI nous avait promis de nous évaluer sous les critères du FSV) et
- c) plus fondamentalement d'une volonté inavouée de se débarrasser de petits organismes comme le nôtre.

À partir du refus définitif de l'ACDI, nous étions piégés car l'ACDI nous incitait à représenter notre projet dans le nouveau programme alors que le MRI nous émettait une date d'échéance ultime (25 mai) pour obtenir une réponse positive de l'ACDI sinon il nous retirait les fonds promis. Sans contrepartie du MRI, il nous était alors impossible de présenter la demande modifiée au nouveau programme de l'ACDI.

Nous ne pouvons évidemment pas élaborer ici sur ce que nous considérons être les incohérences de l'ACDI dans sa décision, ni toutes les démarches que nous avons effectuées pour tenter d'infléchir la décision en notre faveur mais soulignons :

- a) que jamais l'ACDI n'a pu prouver la faiblesse de notre projet sur le volet « santé » (à deux reprises nous avons démontré combien les exemples apportés étaient erronés) et finalement, c'est un énoncé général du style « votre projet ne donne pas les garanties de répondre aux objectifs sur la santé » qui a motivé le refus (sans exemple, cette fois);
- b) que l'ACDI n'a jamais évalué notre projet comme un projet avec deux volets soit santé et empowerment (tous les fonctionnaires de l'ACDI étaient des responsables « santé ») ;
- c) que le fait de « transiter » entre les mains de cinq fonctionnaires différents nous a nui considérablement;
- d) que le fait de chevaucher la fin du FSV et la mise en place du nouveau programme nous a définitivement défavorisés;
- e) en fin de compte, c'est sur deux aspects administratifs mineurs et qui auraient pu facilement être corrigés que le refus s'est maintenu.

Décision de routine pour des fonctionnaires dans leur bureau à Gatineau mais conséquences graves pour les communautés paysannes vivant dans l'extrême pauvreté au Petén, pour notre partenaire guatémaltèque et pour un petit organisme comme SLAM.

En effet, combiné à notre situation financière précaire, ce refus rend SLAM encore plus fragile. Sur le plan du travail d'éducation du public, c'est 25,000 \$ qui ne seront pas consentis à cet effet au

cours des deux prochaines années. Sur le plan des projets de coopération, probablement que nous ne passerions pas l'analyse des comptes de l'ACDI si nous voulions présenter une nouvelle demande, sans compter le soutien en frais généraux.

Déception ! Goût amer ! Inacceptable ! Tout en contraste avec la collaboration antérieure avec l'ACDI.

2.3 Nouveau projet et nouveau partenaire financier.

À l'été 2010, nous apprenions qu'une nouvelle fondation, la Fondation Louise-Grenier (F.L.-G.), allait solliciter des projets à financer à une hauteur maximum de 35,000\$ avec un plafond de 75 % du projet total.

Suite à la tournée de quelques organismes guatémaltèques par le président de SLAM, Marcel Gosselin et le responsable des projets de coopération, Yves Nantel, en mai 2010, le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) avait été retenu comme partenaire potentiel. L'offre de la F.L.-G. allait permettre cette collaboration avec un projet de 27,212\$ intitulé « Vers la souveraineté alimentaire ».



Jardin familial à Oro de Agua

Le projet est en marche depuis janvier 2011 pour une période d'un an. Il comprend, entre autres :

- a) la fourniture de semences (maïs, fèves (frijoles), légumes, champignons), de 25,000 plants de café, d'engrais (lombri-compostage) et de bétail (chèvres);
- b) le matériel pour la culture et l'élevage;
- c) la formation technique (12 promoteurs agricoles) pour l'augmentation de la productivité et la formation organisationnelle pour favoriser la capacité d'influencer les autorités locales (incidencia);
- d) l'apport en eau potable et l'agrandissement d'une école dans une autre communauté.



Construction d'un réservoir de captation d'eau potable à El Esfuerzo

Toutes ces activités s'inscrivent dans un objectif plus large de cheminer vers la souveraineté alimentaire.

Soulignons que CCDA est impliquée dans des coalitions régionales et nationales qui ont déjà réussi à faire adopter une « Politique nationale de développement rural intégral » en 2009 et qui proposent aujourd'hui une « Loi du système national de développement rural intégral ». Cette loi vise à donner les moyens au gouvernement guatémaltèque de faire des changements structurels importants en vue de combattre et de diminuer considérablement la pauvreté au Guatemala.

2.4 La levée de fonds pour le financement des projets de coopération

Le sous-comité chargé de planifier et d'organiser des levées de fonds pour financer nos projets de coopération a continué son travail tout au long de l'année.

L'année a commencé avec la tenue, en octobre, d'une soirée de remerciements à l'intention des amiEs de SLAM. Les informations alors transmises sur nos projets, actuels ou à venir, au Guatemala furent très intéressantes. Est-ce une formule à répéter l'an prochain? La question est lancée.

Nous avons enchaîné en novembre avec la levée de fonds SLAM au bénéfice de nos projets de coopération. Comme l'année précédente, les amiEs de SLAM ont alors été sollicités.

Le résultat : la somme de 9,545\$ dont un don spécial de 4,000\$ destiné spécifiquement au projet *Vers la souveraineté alimentaire* en cours de réalisation en 2011.

Cette 2^e année s'est révélée en deçà de nos attentes : si nous avons recueilli plus que l'an passé (9,545\$ comparé à 8,240\$), c'est grâce à un don spécial qui ne se répétera pas l'an prochain.

Un groupe de professionnels a été sollicité encore cette année sans succès. Il y a lieu de croire qu'il vaudra mieux abandonner ce volet de la campagne.

Une nouveauté dont l'équipe de la levée de fonds est bien contente : l'ajout en 2011 de cinq capsules envoyées durant la période de sollicitation. Ces capsules visaient à informer sur la vie des communautés paysannes du Guatemala avec lesquelles nos projets se réalisent.

Le gain réussi en cours d'année d'une aide financière d'une nouvelle fondation, la Fondation Louise-Grenier, n'enlève aucunement la pertinence de la levée de fonds puisque cette fondation exige, tout comme nos deux gouvernements, que nous versions nous-mêmes 25% du budget d'un projet de coopération. Aussi, serons-nous encore à l'œuvre l'an prochain. Les coups de pouce de toutes sortes sont les bienvenus!

2.5 Travail du comité « projet de coopération » durant l'année

Le comité s'est réuni à cinq reprises au cours de l'année et son travail fut concentré sur quatre éléments importants :

- a) l'analyse du bilan final du projet « Sur la route de Naranjo »,
- b) le suivi des activités de levées de fonds,
- c) les déboires avec l'ACDI entourant le refus du projet « Santé et empowerment – La Libertad » et
- d) le nouveau projet à présenter à la F. L.-G.

Le comité était formé de Claire Contant, Marcel Gosselin, Monique Lapierre, Michel Poirier, Diane Thériault sous la coordination d'Yves Nantel.

Pour ce qui est du sous-comité « levée de fonds », il s'est réuni à plus de douze reprises et s'est concentré sur la sollicitation des ami-e-s de SLAM et des tentatives d'élargir les donateurs éventuels ainsi que sur les liens à maintenir avec les donateurs de la levée de fonds (soirée de remerciements et capsules). Le sous-comité était formé de Claire Contant, Yves Nantel sous la coordination de Monique Lapierre.

Enfin, soulignons que Monique Lapierre, comme prévu, a vraiment pris en mains le travail de formulation et de gestion de projets en remplacement d'Yves Nantel. Ce dernier a rédigé le projet « Vers la souveraineté alimentaire » mais c'est Monique qui en assure la gestion et elle entreprendra la tâche entière à partir des nouvelles opportunités de présenter des projets. Yves transfère actuellement son expertise et demeure en appui tout au long du processus.

Perspectives 2011-2012

- 1) Assurer la gestion et le suivi du projet « Vers la souveraineté alimentaire » avec le CCDA.***
- 2) Présenter un projet de coopération avec le CCDA ayant comme partenaire financier la F. L.-G. et le MRI.***
- 3) Renforcer le travail de levée de fonds pour le financement de projets de coopération et recruter de nouveaux membres pour le sous-comité.***

3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE

Objectifs de l'an dernier

1) Développement du « membership » et structure d'accueil

Tout en maintenant la préoccupation de profiter de toutes les occasions pour inviter les gens à adhérer à SLAM, cette année nous devons travailler à consolider nos structures d'accueil pour les nouvelles et les nouveaux membres: rencontres d'information, moyens de communication simples et efficaces, identification de tâches à partager, ...

2) Bulletins SLAM et Bulletin Express:

Nous espérons produire au moins deux (2) Bulletin SLAM et quatre (4) Bulletin Express afin d'informer les membres et les personnes intéressées des actions de SLAM et de les sensibiliser aux enjeux du développement international.

3) Maintenir à jour le site Internet, la page Facebook et le site Vitrine sur l'Amérique latine

Maintenir à jour les informations sur les différents sites.

4) Relancer le comité documentation

Recruter de nouvelles et de nouveaux membres et relancer le comité.

5) Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions:

SLAM entend poursuivre sa participation à l'organisme provincial AQOCI, et suivre de près les activités du Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL). Il poursuivra des actions concertées avec des organismes ayant une préoccupation pour la solidarité internationale et d'autres organismes partenaires du milieu.

6) Reconnaissance et financement de SLAM:

SLAM participera avec l'AQOCI et le milieu communautaire aux actions visant l'application par le gouvernement de la Politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome.

D'autre part, SLAM continuera à explorer les sources possibles de financement afin de continuer son développement et de soutenir des projets des communautés d'Amérique centrale.

Bilan 2010-2011

3.1 Personnel de SLAM

Cette année, SLAM n'a pu compter que sur une seule personne rémunérée dû à la situation financière très fragile que nous connaissons. Heureusement, notre coordonnatrice Sophie-Isabelle Deschâtelets était toujours en poste. Malheureusement, elle nous quitte en août 2011.

Nous en profitons pour la remercier sincèrement de l'excellent travail qu'elle a accompli et ce, dans tous les dossiers. Elle a su apporter un soutien à tous les comités de travail, être présente aux bénévoles au besoin, développer de nouveaux contacts individuels et corporatifs pour collaborer aux actions de SLAM, initier et coordonner d'une main de maître les activités des Journées québécoises de solidarité internationale, alimenter la réflexion du conseil d'administration et développer l'action liée à la promotion du commerce équitable.

3.2 Membership et militants/militantes

Le développement du *membership* est une priorité pour SLAM puisque c'est un moyen privilégié de:

- 1) Élargir sa base démocratique;
- 2) Offrir aux personnes de la région des Laurentides désireuses d'exprimer leur solidarité avec les peuples du Sud un lien et des moyens pour le faire;
- 3) Augmenter le rayonnement de SLAM afin d'augmenter l'efficacité et l'ampleur de son action.

SLAM compte 56 membres dont 4 organismes du milieu. Les activités de stage et de sensibilisation du public sont des lieux privilégiés pour recruter de nouvelles et de nouveaux membres et nourrir notre réseau de contacts de personnes intéressées à maintenir un lien avec SLAM.

Comme à chaque année, le personnel de SLAM ne pourrait mener à terme toutes les activités et projets qu'il réalise sans l'appui de plusieurs membres de SLAM. Ces personnes ont contribué de plusieurs façons à l'action de l'organisme, soit en assurant la coordination d'un comité, la rédaction de projets, la conception et la prestation de formations, les tâches liées à la trésorerie et au secrétariat, soit en sollicitant leur entourage lors de mobilisations, soit en assurant les liens avec d'autres organismes, soit en contribuant financièrement au SLAM, soit en assurant la traduction lors de rencontres ou de textes, soit en assumant des tâches lors d'activités, etc. Nous évaluons que cette année les militantes et militants ont fourni environ 2 500 heures.

Merci à chacune de ces personnes!

Le départ d'une compaënera



***Françoise lors du stage 2006
au Guatemala***

Françoise Lemay nous a quittés en juin, laissant sa famille et ses ami-e-s dans le deuil. Son implication au fil des ans dans les comités stage et appui aux luttes fut grandement appréciée. Pour ceux et celles qui l'auront côtoyée, nous garderons en souvenir son énergie, sa joie de vivre et son sens exceptionnel de l'engagement.

Merci Françoise!

Le Conseil d'administration

3.3 Conseil d'administration

Composé de sept personnes, le conseil d'administration s'est rencontré à six reprises au cours de l'année et une fois lors d'un C.A. élargi. Ses membres ont assumé les tâches de représentation, de secrétariat, de comptabilité et autres. Les membres du conseil d'administration sont: Marcel Gosselin, président, Michel Poirier, vice-président, Lise Nantel, trésorière, Pierre Charbonneau, secrétaire, Marie-Ève Prévost, Maria Franchi et Marie-Claude Coupal.

Conseil d'administration élargi :

Afin de réfléchir sur les orientations de SLAM, le C.A. fait appel au moins une fois l'an à toutes les personnes impliquées dans un comité de travail. Cette année, la rencontre a porté principalement sur le thème du «Commerce équitable» et a réuni une quinzaine de personnes.

La vie associative de SLAM repose sur son ancrage dans la communauté et à cette fin, le conseil d'administration est soucieux de faire participer le plus grand nombre possible de personnes aux différentes activités de SLAM et d'enrichir ainsi la réflexion, la créativité et la réalisation d'actions de solidarité.

3.4 Comités

C'est ce que permettent les différents comités dont nous avons vu dans le présent rapport le travail réalisé durant l'année ; notons aussi la liste des nombreuses personnes qui s'y sont impliquées.

Ces comités réfléchissent aux orientations et aux actions qu'ils soumettent au conseil d'administration pour ensuite les mettre en application:

- **Comité du Commerce équitable-Secteur Sud**: deux personnes.

- **Comité du Commerce équitable-Secteur Centre**: quatre personnes, bienvenue à Miguel Degiovanni et à France Poulin.

- **Comité Projets de coopération internationale**: six personnes.

- **Comité Stages de solidarité internationale**: quatre personnes.

- **Comité Appui aux luttes des peuples du Sud**: sept personnes, bienvenue à Miguel Degiovanni.

- **Comité Documentation**: n/a

- **Comité Laurentides des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)**: sept organismes.

3.5 Communications

Bulletin SLAM et Bulletin Express

Afin de diffuser l'information aux membres sur les activités de l'organisme et sur la progression des projets dans lesquels SLAM est impliqué, un *Bulletin SLAM* et un *Bulletin spécial* ont été produits cette année. Aucun *Bulletin Express* n'a été produit.

Site Internet



Le site Internet est un autre moyen mis de l'avant pour partager avec vous l'information sur les activités de SLAM. Le contenu de la page d'accueil fut régulièrement mise à jour par la coordonnatrice au cours de l'année et la mise à jour technique fut rendue possible grâce à la précieuse collaboration de Pierre Monette: www.slamlaurentides.org.

Page Facebook



SLAM a 135 personnes qui aiment sa page. Des affichages réguliers ont été faits au cours de l'année.

Des invitations ont été envoyées pour certaines activités de SLAM à nos amiEs Facebook. Via notre page Facebook, nous gardons des liens avec nos partenaires tels que : Oxfam-Québec, Développement et Paix, le Comité pour la justice sociale, etc.

Site Vitrine sur l'Amérique latine

Nous avons ajouté cette année sur le site *Vitrine sur l'Amérique latine* la vidéo « *Quitter la misère sans quitter sa terre* » produite par les stagiaires de SLAM à l'été 2010.

Le comité documentation

Malheureusement aucune personne n'a manifesté d'intérêt pour le comité documentation cette année. Ce comité reste à combler.

3.6 Partenaires

Un organisme ne peut prétendre participer à la transformation de la société s'il demeure isolé. C'est la force de l'ensemble qui crée le mouvement, et SLAM en fait partie. Aux côtés d'autres organismes de solidarité internationale, SLAM entend continuer son action en faveur de la justice et de l'égalité entre les peuples.

Ces collaborations et ces partenariats nous permettent également de profiter des moyens, connaissances et ressources des autres organismes, entre autres:

Au niveau international

- *Asociacion para el Desarrollo en America Central (ADEPAC)*, notre partenaire au Guatemala;
- *Comité paysan de l'altiplano (CCDA)*, un nouveau partenaire au Guatemala.

Au niveau national

- *l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)*;
- *le Collectif Échec à la guerre*;
- *le Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)*;
- *la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine* ;
- *la Coalition « Pas de démocratie sans voix »*;
- *Oxfam-Québec (Équita-Commerce équitable)* ;
- *le Projet Accompagnement Québec-Guatemala* ;
- *l'Aide médicale à la Palestine (AMP)* ;
- *Équiterre* .

Au niveau régional

- *Développement et Paix* (diocèse de Saint-Jérôme);
- *Amnistie Internationale* (section Saint-Jérôme);
- *Forum jeunesse des Laurentides (FJL)* ;
- *Ici par les arts*;
- *Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)*;
- *SADC des Laurentides* ;
- *Cégep de Saint-Jérôme* (Services socio-culturels);
- *Café SOS, Maison de jeunes et Boutique Sans Frontières* ;
- *Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDC)*.

Perspectives 2011-2012

- 1) ***Développement du « membership » et des structures d'accueil*** ;
- 2) ***Produire deux « Bulletin SLAM » et deux « Bulletin Express »*** ;
- 3) ***Maintenir à jour le Site Internet et la page Facebook*** ;
- 4) ***Relancer le comité de documentation*** ;
- 5) ***Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions*** ;
- 6) ***Explorer les autres sources de financement et de reconnaissance possibles.***

Annexe 1

Pétition adressée⁴ aux députées fédérales Mme Johanne Deschamps et Mme Monique Guay

Mesdames,

Malgré la défaite, à la fin octobre, du projet de loi C 300 visant à encadrer la responsabilité sociale et environnementale des sociétés extractives canadiennes à l'étranger, nous estimons qu'il ne faut pas cesser de faire pression sur le gouvernement en cette matière.

D'Amérique latine, d'Afrique et d'ailleurs nous sommes confirmés de plus en plus de cas d'atteintes graves, par de grandes compagnies extractives canadiennes, aux droits de la personne et au respect de l'environnement de communautés fragiles. (voir le rapport dévoilé par Mining Watch)

Or, la stratégie du gouvernement actuel du Canada intitulée «Renforcer l'avantage canadien», en s'en remettant uniquement à la bonne volonté des entreprises extractives, ne permettra pas d'arrêter les abus. Elle ne répond d'ailleurs pas du tout aux principales recommandations consensuelles du rapport issu des Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises en 2007.

Le Canada se targue d'être un État généreux qui aide les pays en voie de développement. Mais en pratique, par le laxisme de sa loi concernant cette industrie et par les avantages fiscaux qu'il y consent, il nous apparaît ici davantage comme le complice d'une industrie rapace, qui profite des faiblesses des pays en développement pour s'accaparer des ressources naturelles au détriment des populations locales.

Voilà pourquoi nous continuons à réclamer :

1. **des règles plus sévères** concernant les **droits de la personne, au travail et à l'environnement** que devront respecter à l'étranger les sociétés extractives canadiennes, et particulièrement dans les pays en développement.
2. **un mécanisme indépendant de plainte** (ouvert à quiconque, à travers le monde, qui s'estime victime) contre les compagnies qui ne respecteront pas ces normes.
3. **avec un pouvoir de sanctions** contre celles qui seront trouvées coupables de non-respect des règles.

Ont signé cette pétition initiée par Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) :

NOMS (en lettres moulées)

VILLE

SIGNATURE

⁴ La version précédente a été adressée à M. Kevin Sorenson, président du comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

Annexe 2

Lettre ouverte à tous les candidats et candidates des Laurentides aux prochaines élections

Saint-Jérôme, le 18 avril 2011

Madame, Monsieur

C'est en tant qu'organismes, de solidarité et de coopération internationales, de défense des droits humains, ou simplement préoccupés par le sort des populations appauvries des pays en développement que nous nous adressons à vous pour savoir si vous partagez notre profonde inquiétude quant à l'orientation qu'a prise le gouvernement actuel en matière de politique étrangère, de rôle alloué à l'armée, de défense des droits et de la démocratie ainsi que d'aide internationale. Et, si oui, nous vous invitons à le dire haut et fort pendant la campagne.

Nous croyons, quant à nous, que le Canada s'est déshonoré en délaissant sa politique de neutralité diplomatique (reconnaissance sincère du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et ses missions de gardien de la paix («casques bleus») pour emprunter la voie des va-t'en-guerre et du militarisme, ce qui plus est, sans débat public et contre la volonté d'une majorité de la population canadienne. Faut-il s'étonner que le Canada n'ait pas obtenu, en novembre dernier, le siège au Conseil de sécurité de l'ONU qu'une majorité de pays avaient l'habitude de lui attribuer?

Nous voulons donc savoir si vous êtes pour ou contre :

- 1) La participation militaire du Canada en Afghanistan qui a coûté 58 millions de dollars par jour pour la seule année 2009-2010 et qui se poursuivra, même si sous une forme plus discrète, jusqu'en 2014?
- 2) La remise de prisonniers afghans aux autorités locales reconnues pour leur pratique de la torture? Le refus de rapatrier l'enfant soldat Omar Khader? Et le soutien inconditionnel du Canada à Israël lors des bombardements sauvages du Sud-Liban et de Gaza?
- 3) L'augmentation sans précédent des dépenses militaires qui totaliseront 490 milliards de dollars en 2020 pendant que diminue la contribution de notre pays à l'aide internationale (0,28% de notre PNB en 2010), ce qui nous range parmi les pays riches les moins généreux?
- 4) L'achat de 65 avions de chasse F-35 prévu dans le prochain budget sans appel d'offres et en cachant le coût réel (entre 20 à 30 milliards de dollars)? Et les campagnes de recrutement des forces armées dans les écoles?
- 5) Le refus d'encadrer la responsabilité sociale et environnementale de la grande industrie extractive canadienne à l'étranger alors qu'émergent de plus en plus de luttes de résistance de communautés locales des pays en développement contre les dommages causés par certaines de ces compagnies?
- 6) La rupture de l'esprit de partenariat entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI) désormais soumis à un système concurrentiel d'appels de propositions qui exclut l'apport inestimable des ONG partenaires du Sud et l'expertise de nos OCI comme acteurs de la société civile dans l'élaboration des orientations de l'aide internationale?
- 7) La censure et les coupures de subventions aux organismes de solidarité internationale tenant des positions jugées contraires à celle du gouvernement canadien?
- 8) Enfin, l'urgence de tenir un large débat public sur toutes ces questions?

Avec nos salutations distinguées,

**Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)
Le Regr. des Organ. Comm. des Laurentides (ROCL)
Le Conseil central CSN des Laurentides
La FTQ Laurentides-Lanaudière
L'ALPPAMM, Laurentides
Développement et Paix de Saint-Jérôme**

**Le RHVL...à préciser
L'Antre- Jeunes, Saint-Jérôme
La Maison Ariane, Sainte-Thérèse
Le Centre des femmes du Grand Lachute
Le Mouvement Personne D'abord, Saint-Eustache
La Rencontre, Saint-Jérôme**

SLAM, votre organisme de solidarité internationale depuis 1984!

712 St-Georges, St-Jérôme, J7Z 5C6, (450) 569-6470, info@slamlaurentides.org,
www.slamlaurentides.org

Merci de votre solidarité!
Thank you for your solidarity!
¡Gracias por su solidaridad !

Les activités du SLAM sont réalisées grâce à l'appui financier du Ministère des Relations internationales du Québec (M.R.I.), de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), de la Fondation Louise-Grenier ainsi que de nombreux membres et donateurs individuels et corporatifs. Merci à tous pour votre appui!

Relations
internationales
Québec 

AQOCI